



PORT DE BANDOL

PROFESSIONNEL AAAA-AAAA

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DE POSTES D'AMARRAGE AU PORT DE
BANDOL POUR L'EXPLOITATION D'UNE
ACTIVITE ECONOMIQUE DE :**

.....

~~~~~

**CONCLUE APRES UNE PROCEDURE DE SELECTION PREALABLE**

Entre la **SOGEB**A (Société d'économie mixte locale de gestion du port de Bandol), dont le siège est Capitainerie du port 83 150 BANDOL, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 333 006 138 représentée par son Président Directeur Général,  
Ci-après désignée par le terme « l'AUTORITE COMPETENTE », et :

@PROPLGCIV @PROP**NOM** @PROPPREN, domicilié(e) @PROPADR1 @PROPADR2 @PROPADR3 @PROPCP @PROPVILLE (@PROPPAYS) - @PROPTel @PROPGSM @PROPEMAIL immatriculée sous le numéro XXXXXXXXX, représentée par M/Mme XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX dûment habilité(e) aux fins des présentes,  
Ci-après désigné(e) par le terme « le TITULAIRE »

### **PREAMBULE :**

La SOGEBA, gestionnaire du port de Bandol, dispose de postes d'amarrage situés sur le domaine portuaire qu'elle entend mettre à disposition par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire, précaire et révocable en vue d'une exploitation économique.

Pour attribuer les autorisations d'occupation temporaires de postes d'amarrage dont elle dispose, l'AUTORITE COMPETENTE s'est conformé aux dispositions de l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques.

En vertu des principes posés par à l'ordonnance n° 2017-562, l'AUTORITE COMPETENTE a organisé une consultation préalable au terme de laquelle, la commission d'appel d'offres de la SOGEBA a retenu la proposition du TITULAIRE.

Ceci étant posé, la présente convention a pour objet d'autoriser et de définir avec précisions les conditions d'utilisation et d'exploitation des espaces occupés par le TITULAIRE.

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'autoriser l'occupation, à titre précaire et révocable, du ou des postes d'amarrage **ci-dessous** en vue de l'exercice d'une activité de @PROPPROFESS.

Cette activité est reconnue entrée dans la catégorie « **navires de commerce** ».

L'autorisation d'occupation concerne les postes à quai suivants :

- @EMPLACE X de dimensions @EMPLACELONG m x @EMPLACELARG m.
- @EMPLACE Y de dimensions @EMPLACELONG m x @EMPLACELARG m.

Soit une superficie totale de XXX m<sup>2</sup>.

## **Article 2 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de xxxx (X) ans à compter du XXXXXXXX et se terminera le XXXXXXXXXXXXXXXX.

Le TITULAIRE n'a aucun droit acquis au renouvellement de la présente convention.

A l'échéance normale de la présente convention, les dépendances domaniales mises à disposition du titulaire devront restées libres de toute occupation.

## **Article 3 - Redevance**

### **3.1 - Montant de la redevance**

- i. L'occupation du domaine public donnera lieu à la perception d'une redevance d'occupation annuelle, fonction de la superficie totale du ou des postes d'amarrage défini(s) à l'article 1, fixée à minima chaque année par délibération du Conseil Municipal.

Dans le cadre de la consultation préalable organisée par l'AUTORITE COMPETENTE, le TITULAIRE avait la possibilité de proposer une redevance d'occupation supérieure. Conformément aux dispositions de l'offre exprimée par le TITULAIRE et retenue dans le cadre de la consultation préalable organisée par l'AUTORITE COMPETENTE, la redevance d'occupation est arrêtée au tarif de XX € TTC/m<sup>2</sup>/an.

Si au cours de la durée de la présente convention, la redevance minimale arrêtée par délibération du Conseil Municipal venait à dépasser le montant de l'offre exprimée par le TITULAIRE, la redevance facturée pour la période restant à courir de la présente convention serait la redevance minimale arrêtée par la délibération du Conseil Municipal. Cette redevance minimale est révisée annuellement par le Conseil Municipal. La révision s'applique à la date d'effet prévue par le Conseil Municipal.

Dans le cas où la redevance minimale devient supérieure à la redevance proposée par le TITULAIRE dans l'offre exprimée lors de la consultation préalable, le TITULAIRE peut demander à l'AUTORITE COMPETENTE, par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation de la présente convention. Dans ce cas, la résiliation prend effet dès la date d'application de la nouvelle redevance fixe minimale décidée par le Conseil Municipal. En l'absence d'une telle demande résiliation, la convention continue de courir pour la durée restant jusqu'à son terme et la redevance appliquée est celle arrêtée par la délibération du Conseil Municipal.

- ii. En complément, les navires de commerce se voient appliquer une redevance applicable à tout mouvement de passager, acquittée mensuellement.

La redevance sur les passagers n'est pas applicable :

- aux enfants de moins de quatre ans
- aux militaires voyageant en formations constituées,
- aux personnels de bord,
- aux agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit
- aux agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord (police nationale, police municipale, pompiers, etc....)
- aux personnes qui ne participent pas à une opération commerciale dont le navire de commerce est le support
- aux évacuations sanitaires

Dans le cadre de la consultation préalable organisée par l'AUTORITE COMPETENTE, le TITULAIRE avait la possibilité de proposer une redevance par passager supérieure. Conformément aux dispositions de l'offre exprimée par le TITULAIRE et retenue dans le cadre de la consultation préalable organisée par l'AUTORITE COMPETENTE, la redevance par passager est arrêtée au tarif de XX € TTC/passager.

Si au cours de la durée de la présente convention, la redevance par passager minimale arrêtée par délibération du Conseil Municipal venait à dépasser le montant de l'offre exprimée par le TITULAIRE, la redevance facturée pour la période restant à courir de la présente convention serait la redevance minimale arrêtée par la délibération du Conseil Municipal. Cette redevance minimale est révisée annuellement par le Conseil Municipal. La révision s'appliquera à la date d'effet prévue par le Conseil Municipal.

Dans le cas où la redevance minimale devient supérieure à la redevance proposée par le TITULAIRE dans l'offre exprimée lors de la consultation préalable, le TITULAIRE peut demander à l'AUTORITE COMPETENTE, par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation de la présente convention. Dans ce cas, la résiliation prend effet dès la date d'application de la nouvelle redevance fixe minimale décidée par le Conseil Municipal. En l'absence d'une telle demande de résiliation, la convention continue de courir pour la durée restant jusqu'à son terme et la redevance appliquée est celle arrêtée par la délibération du Conseil Municipal.

### **3.2 - Règlement de la redevance**

Le règlement de la redevance annuelle d'occupation est dû au plus tard le 1er avril de l'année en cours sur émission par l'AUTORITE COMPETENTE de la facture annuelle correspondante.

Il est également proposé un règlement en trois fois, avec des prélèvements les 31 mars, 30 juin, et 30 septembre de chaque année. Pour bénéficier de cette disposition, le TITULAIRE devra compléter et fournir l'autorisation de prélèvement signée

Dans le cas où, l'AUTORITE COMPETENTE adresserait la facture annuelle au TITULAIRE après le 1<sup>er</sup> Avril, le délai de règlement ne pourra dépasser 45 jours à compter de la date de la facture.

La déclaration du nombre de passagers transportés, précisant les passagers soumis à la redevance par passager et ceux en étant exonérés, doit être transmise par le TITULAIRE à l'AUTORITE COMPETENTE au plus tard le 10 de chaque mois pour la déclaration du mois précédent.

Le règlement de la redevance mensuelle par passager est dû au plus tard 30 jours après l'émission de la facture par l'AUTORITE COMPETENTE.

Une pénalité d'un montant égal à 10% de la redevance sera appliquée en cas de retard de paiement à une des dates d'échéances ou des prélèvements définis ci-dessus.

### **3.3 - Garantie de paiement**

Une garantie bancaire à 1<sup>ère</sup> demande valable pour la totalité de la durée de l'autorisation accordée, couvrant 110% (cent dix pourcent) du montant de la redevance annuelle fixe, devra être fournie à l'AUTORITE COMPETENTE au moment de la signature de la présente convention.

A défaut, un dépôt de garantie d'un montant au moins équivalent devra être versé au jour de la signature entre les mains de l'AUTORITE COMPETENTE.

Cette somme ne sera pas productive d'intérêt. Elle sera restituée au TITULAIRE après déduction des sommes éventuelles dues à l'expiration de la présente convention. Pourront être déduites de ce montant la totalité des sommes dues à quelque titre que ce soit et notamment le montant des travaux de remise en état des lieux et/ou du remplacement de certains équipements le cas échéant.

## **Article 4 - Conditions du contrat**

**4.1** - La présente convention est consentie « intuitu personae ». L'utilisation des lieux par un tiers constitue une inexécution des obligations contractuelles et entraîne la résiliation pour faute prononcée dans les conditions de l'Article 6 - de la présente convention.

La présente autorisation est conclue à titre précaire et révocable, le TITULAIRE ne pourra en aucun cas être considéré comme bénéficiaire de droits réels ou incorporels, ou plus généralement de nature patrimoniale ou commerciale.

**4.2** - Par ailleurs, la présente autorisation est faite aux charges et conditions d'usage et de droit en matière d'occupation du domaine public portuaire, et notamment à celles mentionnées ci-dessous, que le TITULAIRE de la présente convention s'engage à respecter et à accomplir exactement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, à savoir :

- L'interdiction d'occuper les dépendances domaniales hors des limites des emplacements concédés par la présente convention
- L'obligation de se conformer aux recommandations et demandes de l'AUTORITE COMPETENTE, notamment le fait de changer l'emplacement du navire dans le port de manière provisoire ou définitive au cours de l'exécution de la présente convention
- Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance et s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du règlement de police et du règlement général du port de Bandol disponibles sur le site internet [www.portbandol.fr](http://www.portbandol.fr) et en capitainerie.

**4.3** - Si l'activité du TITULAIRE nécessite des autorisations administratives, de sécurité ou autres, ou la détention de diplômes particuliers ou de certificats réglementaires, le TITULAIRE sera responsable de l'obtention de ceux-ci et se conformera pendant toute la durée de la convention aux injonctions éventuelles de l'autorité administrative, sans que la responsabilité de l'AUTORITE COMPETENTE ne puisse être recherchée.

Le TITULAIRE devra ainsi pouvoir fournir à tout moment à l'AUTORITE COMPETENTE les autorisations, diplômes et certificats exigés par la réglementation en vigueur. Ces autorisations, diplômes et certificats devront correspondre au projet présenté par le TITULAIRE dans le cadre de la consultation préalable.

Dans l'hypothèse où, pour une raison quelconque, le TITULAIRE n'obtiendrait pas les autorisations, diplômes ou certificats visés précédemment, ou bien viendrait à les perdre pendant la durée de la convention, la présente convention serait résiliée de plein droit sans indemnité ni préavis.

## **Article 5 - Obligations du TITULAIRE**

**5.1** - Par la signature du présent contrat, le TITULAIRE est réputé accepter les ouvrages mis à sa disposition en l'état et doit en faire bon usage.

**5.2** - Le TITULAIRE est tenu de mettre sur les postes d'amarrage des navires en état de naviguer et maintenus en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité.

**5.3** - Le TITULAIRE devra fournir chaque année à l'AUTORITE COMPETENTE une attestation d'assurance à son nom et mentionnant le nom du navire, couvrant au moins les dommages corporels et matériels aux tiers, les dommages causés aux ouvrages du port, le renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage à l'intérieur du port ou dans les chenaux d'accès.

Si le TITULAIRE exerce une activité pour laquelle il n'est pas propriétaire direct ou indirect des navires amarrés, il devra fournir une attestation d'assurance à son nom couvrant sa responsabilité civile dans

l'exercice de son activité et couvrant au moins les dommages corporels et matériels aux tiers, les dommages causés aux ouvrages du port, le renflouement et l'enlèvement d'épave en cas de naufrage à l'intérieur du port ou dans les chenaux d'accès.

## **Article 6 - Fin anticipée de la convention**

### **6.1 - Résiliation à l'initiative de l'AUTORITE COMPETENTE :**

La présente convention peut être résiliée pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité d'aucune sorte. La résiliation prend effet dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de résiliation et le titulaire est tenu au terme de ce délai de libérer les dépendances domaniales mises à disposition.

### **6.2 - Résiliation en cas d'évènements extérieurs à la convention ou à l'initiative du TITULAIRE :**

La présente convention pourra être résiliée, en cas :

- De dissolution ou liquidation judiciaire du titulaire, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire ; la résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement ;
- De redressement, si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire ; la résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement
- Dans les cas spécifiques précisés à l'Article 3 - dans le cas des conventions conclues après consultation préalable.

En dehors de ces cas, le TITULAIRE peut demander la résiliation de la présente convention à l'AUTORITE COMPETENTE par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Dans tous les cas, Le TITULAIRE est tenu de libérer les dépendances domaniales mises à disposition à compter de la date d'effet de la résiliation.

La résiliation n'ouvre droit pour le TITULAIRE, ou ses ayants droits, à aucune indemnité.

### **6.3 - Résiliation pour faute :**

En cas d'inexécution par le TITULAIRE d'une quelconque obligation résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée, sans indemnité d'aucune sorte, aux frais et risques du TITULAIRE et notamment en cas de non-paiement à son terme de l'un ou l'autre des termes échus des redevances décrites à l'Article 3

-

Il en sera de même en cas de non-respect des dispositions du règlement de police, du règlement général du port de Bandol ou de l'ensemble des consignes de l'AUTORITE COMPETENTE, ainsi qu'en cas de fausse déclaration.

La résiliation intervient par la notification d'une lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure transmise dans les mêmes formes et restée sans effet au terme de ce délai.

Le TITULAIRE est tenu de libérer les dépendances domaniales mises à disposition à compter de la résiliation. En cas de résiliation pour faute, la redevance restera due intégralement pour la période annuelle en cours.

### **Article 7 - Élection de domicile**

Les parties élisent domicile au lieu figurant en tête des présentes. Le TITULAIRE a l'obligation de notifier à l'AUTORITE COMPETENTE tout changement dans ses coordonnées. A défaut, l'adresse figurant au présent contrat sera réputée valable et toute notification qui y sera faite sera opposable au TITULAIRE.

### **Article 8 - Règlement des litiges**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution de façon amiable.

En cas de contentieux, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Bandol, le.....

#### **Pour l'AUTORITE COMPETENTE**

Le Président Directeur Général

#### **Pour le TITULAIRE**

Nom, prénom et fonction du signataire

(Mention manuscrite « lu et approuvé » - cachet de l'entreprise)